



communiqué

N°: 150
No.:

Le 31 juillet 1987

LES EMPLOIS SONT LA GRANDE PRIORITÉ

Un sondage d'opinion effectué pour le compte du ministère des Affaires extérieures a démontré que la population canadienne considère la question du libre-échange avec les États-Unis sous l'angle de la création d'emplois.

Dans le cadre d'un sondage effectué entre le 27 mai et le 7 juin, la firme Decima a passé en revue un vaste éventail de facteurs qui influencent l'attitude de la population canadienne à l'égard des négociations commerciales avec les États-Unis.

Un résumé des principales conclusions que sous-tend le sondage est joint au présent communiqué.

Entre autres choses, le sondage fait ressortir le fait que 49 pour cent de la population canadienne croit que le Canada sera avantagé par une situation de libre-échange tandis que 38 pour cent croit le contraire. Treize pour cent des répondants et répondantes n'envisagent ni gain ni perte pour le Canada.

Dans l'ensemble, 50 pour cent des répondants et répondantes estiment que la décision d'entamer des négociations de libre-échange avec les États-Unis est en soi une bonne ou une très bonne idée. Quarante-trois pour cent des répondants et répondantes sont d'avis qu'il s'agit d'une mauvaise ou d'une très mauvaise idée.

Lorsqu'on a demandé de formuler des commentaires sur l'importance qu'ils et elles accordent aux conséquences que pourrait entraîner un accord de libre-échange entre les deux

.../2

pays, 93 pour cent des répondants et répondantes ont inscrit la création d'emplois au rang des facteurs les plus importants. Cinquante-cinq pour cent des personnes interviewées ont aussi exprimé l'opinion qu'un accord de libre-échange devrait se traduire par un nombre supérieur d'emplois créés que perdus.

Parmi les aspects considérés comme importants par la population canadienne se trouve aussi la capacité du gouvernement à maintenir ses programmes sociaux tels l'assurance-chômage et les régimes de santé. Quatre-vingt-douze pour cent des répondants et répondantes ont qualifié cet aspect d'important tandis que 62 pour cent ont dit s'attendre à ce que ce genre de programme soit maintenu dans une situation de libre-échange.

D'après les résultats du sondage, la souveraineté économique est une des grandes priorités des Canadiens et Canadiennes. Quatre-vingt-cinq pour cent des répondants et répondantes sont d'avis qu'une des considérations importantes est la capacité du Canada à continuer de prendre ses propres décisions concernant son économie. Soixante-cinq pour cent des répondants et répondantes croient que cette capacité devrait diminuer par suite d'un accord.

Par contre, 59 pour cent des répondants et répondantes accordent plus d'importance à la création d'emplois grâce aux investissements américains qu'à l'application de limites sur l'influence américaine dans l'économie.

Les intérêts régionaux font aussi l'objet de préoccupations à l'égard du libre-échange. Quarante-huit pour cent des répondants et répondantes se disent en faveur d'un accord qui aurait pour effet de réduire l'aide gouvernementale aux entreprises de leur province et 52 pour cent contre.

D'autre part, 52 pour cent des répondants et répondantes se disent en faveur d'un accord qui profiterait plus à l'ensemble du pays qu'à leur propre province et 48 pour cent contre.

La marge d'erreur de ce sondage a été évaluée à 2,6 pour cent. Le sondage a été effectué par téléphone auprès de 1500 personnes.

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec le groupe des communications sur le commerce extérieur, au 993-6463.

Résumé des principaux résultats du sondage
d'opinion sur les négociations commerciales
entre le Canada et les États-Unis

- Cinquante pour cent des répondants et répondantes approuvent l'initiative de libre-échange tandis que 43 pour cent des répondants et répondantes qualifient cette initiative de "mauvaise idée". (Dans ce sondage, la question était la suivante: "Dans l'ensemble, diriez-vous que la perspective d'une situation de libre-échange avec les États-Unis est en soi une très bonne idée, une bonne idée, une mauvaise idée ou une très mauvaise idée? Les réponses obtenues se ventilent comme suit: 7 pour cent une très bonne idée, 43 pour cent une bonne idée; 34 pour cent une mauvaise idée et 9 pour cent une très mauvaise idée).
- Entre le quart et le tiers des Canadiens et Canadiennes savent que le Canada et les États-Unis sont l'un pour l'autre leur principal partenaire commercial.
- Quarante-neuf pour cent des répondants et répondantes croient que le Canada tirera avantage d'un accord de libre-échange, tandis que 13 pour cent croient que le Canada ne gagnera rien, mais ne perdra rien et 38 pour cent craignent que le Canada y perde au change.
- Parmi ceux et celles qui estiment que le Canada profitera d'une situation de libre-échange, 25 pour cent croient que le Canada en bénéficiera plus que les États-Unis, 27 pour cent croient que les États-Unis en bénéficieront plus que le Canada et 48 pour cent croient que les deux pays en bénéficieront dans une même mesure.
- La majorité des répondants et répondantes (entre 59 et 50 pour cent) estiment que les secteurs de l'hydro-énergie, de l'aviation et de l'aérospatiale, du pétrole et du gaz naturel, du papier et des dérivés du papier, de l'électro-ménager, des automobiles et des pièces d'automobiles, et du matériel informatique seront avantagés par le libre-échange; presque la moitié des répondants et répondantes croient que les secteurs des mines, de la production de bière et de vins, du poisson et des produits du poisson, de la construction de

.../2

bateaux, des films, des livres et des magazines, des produits chimiques ainsi que de l'acierie bénéficieront aussi d'une situation de libre-échange. Enfin, entre 41 et 48 % des répondants et répondantes pensent que les secteurs du vêtement et de la chaussure, de l'agriculture et de l'élevage, des services bancaires et des assurances seront nettement désavantagés par une situation de libre-échange.

- Les répondants et répondantes ont été appelés à se prononcer sur la probabilité de certaines retombées d'un accord de libre-échange et sur l'importance de ces retombées. Ce qui suit est un résumé de leurs points de vue:

	<u>Probable</u>	<u>Important</u>
Dans l'ensemble, le Canada gagnera davantage d'emplois qu'il en perdra	55	93
Le Canada pourra maintenir ses programmes sociaux actuels tels que l'assurance-chômage et l'assurance-santé	62	92
Notre économie deviendra tellement imbriquée dans celle des États-Unis que le Canada sera de moins en moins capable de prendre seul les décisions qui concernent son économie	65	85
Au Canada, la plupart des prix à la consommation baisseront	66	84
Les différences dans le développement économique des régions s'atténueront graduellement	46	80
Nombre d'entreprises américaines fermeront leurs filiales canadiennes	44	75
Les Canadiens toucheront des revenus supérieurs à ceux qu'ils ont présentement	28	73
Il y aura moins de différends commerciaux entre le Canada et les États-Unis parce que le commerce entre les deux pays sera régi par un accord juridique	71	72

	<u>Probable</u>	<u>Important</u>
Les femmes perdront toute proportion gardée plus d'emplois que les hommes	32	70
L'influence américaine sur notre littérature, nos magazines, nos films et autres aspects de notre culture s'accroîtra	76	66

- Cinquante-sept pour cent des répondants et répondantes ont l'impression que le gouvernement américain pose, depuis un an ou deux, plus d'obstacles à l'exportation de nos biens et services aux États-Unis.
- Quatre-vingt-trois pour cent des répondants et répondantes croient probable que les États-Unis imposent à nouveau de telles mesures, ce qui nuirait grandement à notre économie.
- Quatre-vingt-huit pour cent des répondants et répondantes sont d'avis que l'aide fédérale et provinciale est importante en ce qui a trait au développement économique de leur province .
- Cinquante-deux pour cent des répondants et répondantes se disent en faveur d'un accord de libre-échange qui profiterait plus à l'ensemble du Canada qu'à leur propre province. Quarante-huit pour cent des répondants et répondantes s'opposent à un tel accord.
- Quatre-vingt-deux pour cent des répondants et répondantes sont d'avis que des emplois sont créés quand des investisseurs américains établissent de nouvelles entreprises; 37 pour cent sont d'avis que des emplois sont créés quand des investisseurs américains font l'acquisition d'entreprises canadiennes.
- Soixante-douze pour cent des répondants et répondantes croient que les investissements américains devraient être limités dans certains secteurs.
- Soixante-cinq pour cent des répondants et répondantes estiment que si les investissements américains au Canada devaient être assujettis à moins de restrictions en vertu d'un accord de libre-échange, le volume des investissements augmenterait, ce qui aurait pour effet de créer plus d'emplois au Canada. Le cas échéant, ils approuveraient un accord de libre-échange.

- Cinquante-neuf pour cent des répondants et répondantes croient qu'il est plus important de créer des emplois au Canada avec des investissements américains que de limiter l'influence américaine sur notre économie.
- Cinquante-neuf pour cent des répondants et répondantes croient qu'un accord de libre-échange s'inscrit dans un projet plus vaste visant à changer l'économie du Canada et à préparer le pays à relever les défis que lui réserve l'avenir; 40 pour cent des répondants et répondantes considèrent ces négociations comme une initiative isolée.
- Cinquante-six pour cent des répondants et répondantes estiment que "le gouvernement fédéral a déjà une bonne idée de ce qu'il veut obtenir et de ce qu'il est prêt à concéder dans le cadre des négociations"; 7 pour cent des répondants et répondantes ne partagent pas cet avis.
- Cinquante-quatre pour cent des répondants et répondantes estiment que "le gouvernement a déjà une bonne idée des mesures qu'il lui faudra prendre si un accord de libre-échange est ratifié"; 7 pour cent des répondants et répondantes ne partagent pas cet avis.
- Soixante-sept pour cent des répondants et répondantes considèrent que "la tentative du gouvernement de conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis s'inscrit dans un effort général visant à améliorer la situation commerciale du Canada face aux autres pays du monde"; 10 pour cent des répondants et répondantes ne partagent pas cet avis".